

Trois question... au président de la République « Graine c'est pour tous les Gabonais »

Propos recueillis par : Jonas OS-SOMBEY
Mouila/Gabon

A l'issue de la visite de la pépinière du village Fera, dans le département de la Dola, à une douzaine de kilomètres de Ndendé, Ali Bongo Ondimba a donné un bref entretien aux journalistes présents. La présence à ses côtés des responsables des partis de la majorité sociale et républicaine pour l'émergence, l'engouement des populations par rapport à ce vaste projet et l'amélioration des voies de communication sont parmi les points abordés par le numéro un gabonais.

L'union. Monsieur le président de la République, nous constatons depuis le début de cette visite dans la province de la Ngounié, la présence des leaders des partis politiques soutenant votre projet politique. Quel message devons-nous comprendre ?

Ali Bongo Ondimba : Vous m'avez bien entendu tout à l'heure. Le travail de la terre concerne tout le monde. Quand nous sommes venus au monde, nous n'étions pas étiquetés. C'est plus tard que nous avons choisi. Mais la terre nous rassemble. C'est elle qui nous a vus naître. Et c'est vers elle que nous retournerons. Le message est donc très simple. Graine, c'est pour tout le monde, tous les Gabonais. D'où qu'ils soient, quels que soient leurs origines, leurs professions, leurs partis politiques. Nous ne nous préoccupons pas de développer Graine que dans les régions du Gabon qui nous sont favorables. Nous le faisons sur l'ensemble du territoire. C'est d'ailleurs ce qui a fait que le ministre d'Etat nous a rejoints. Il partage cette philosophie du développement de l'agriculture pour tous et surtout l'indépendance alimentaire de notre pays.



Le président Ali Bongo Ondimba.

Cela concerne donc tous les Gabonais et toutes les Gabonaises. Voilà le sens que nous donnons à notre démarche. Les personnalités qui sont venues ici ont donc tenu à nous accompagner afin de bien montrer qu'elles aussi fondent beaucoup d'espoir, comme tous les Gabonais, autour d'un projet qui doit tous nous rassembler.

Quelles stratégies seront utilisées pour le transport de ces produits agricoles, une fois arrivés à maturité ?

Si vous consultez bien le projet Graine, vous verrez qu'il est complet. Tous ces aspects sont pris en compte. Il englobe aussi bien les phases de sélection que celles de démarrage, d'accompagnement et d'écoulement. Cet écoulement ne peut mieux se dérouler qu'en fonction du développement du réseau routier sur lequel nous effectuons des grands travaux. C'est un projet complet. Il va du geste que nous venons de poser avec le ministre

d'Etat, ministre de l'Agriculture, en charge du programme Graine, (Mathieu Mboumba Nziengué, qui était à ses côtés) à la récolte et l'écoulement dans les divers marchés du pays. Tout est déjà prévu.

Le projet Graine, lors de son lancement, prévoyait 20.000 Gabonais sur 5 ans. Mais au vu de l'engouement, le nombre de personnes enregistrées a déjà atteint plus de la moitié. N'y a-t-il pas risque d'un trop-plein avant l'échéance ?

Ecoutez ! Nous préférons, et le ministre d'Etat serait d'accord avec moi, avoir ce genre de problèmes. Autrement dit, avoir plus d'engouement que pas assez. C'est donc à nous de réfléchir en considérant que la phase qui est lancée est une première étape. Nous sommes ainsi à la phase une. Bon, que l'on finisse d'abord avec elle. Ensuite, nous allons, les services du ministre avec nos partenaires, réfléchir sur la phase deux à venir.

Tribune des Partis politiques

Démarches contradictoires

COMME on le sait, depuis le 30 octobre 2015, le ministre de l'Intérieur, Pacôme Moubelet Boubeya a lancé officiellement la révision de la liste électorale sur toute l'étendue du territoire nationale. Appelée à durer 45 jours, cette opération prendra fin le 13 décembre prochain. En cas de nécessité, la loi autorise une prorogation qui ne peut excéder 15 jours.

Selon les dispositions de l'article 37, alinéa 6, de la loi 7/96 du 12 mars 1996 portant dispositions communes à toutes les élections en République gabonaise, "La liste électorale fait l'objet d'une révision annuelle avec la participation des représentants de la Commission électorale nationale et ceux des partis politiques ou des groupements des partis politiques de la majorité et de l'opposition".

Mais que constate-t-on, sinon que depuis le lancement de cette opération, hormis la Cénap et les partis de la majorité qui l'ont déjà fait, nombre des partis de l'opposition n'ont pas toujours transmis les noms de leurs représentants au sein des commissions locales.

Parmi ces formations politiques de l'opposition, qui font dans la résistance et/ou la surenchère, citons l'Union nationale (UN) qui, à la faveur d'une récente sortie, est revenue sur sa position du reste intransigeante.

Conditionnant, c'est le cas de le dire, sa représentation au sein desdites commissions, qu'aux discussions qu'elle doit préalablement avoir avec le gouvernement via le ministre de l'Intérieur, sur un certain nombre des points qu'elle, l'UN, veut définir avec le gouvernement.

Au nombre des (ses) exigences, il y a la "redéfinition" du rôle dévolu aux représentants des partis politiques et ceux de la Cénap au sein des commissions locales, que Zacharie Myboto et les siens ne veulent plus voir confinés à l'observation de l'enrôlement seulement, mais étendu à un contrôle plus rigoureux, dont les modalités feraient, ainsi qu'ils le souhaitent, l'objet des discussions avec l'Avenue de Cointet.

A ce qui se voit, la participation des siens tiendrait ainsi à ces détails parmi tant d'autres encore inavoués. Et non dans les conditions actuelles. Puisque ce parti, en mal de sensation depuis la sortie de son coma prolongé depuis la mort d'André Mba Obame, accuse désormais, sans raison apparente, le pouvoir de vouloir gonfler les listes électorales.

Sous cet angle, l'Union nationale qui a renoué avec le terrain, se fourvoie, pensent d'aucuns. Puisque les amendements apportés dans la loi suscitée l'ont été avec le concours de toute la classe politique. Y compris les opposants qui avaient plaidé pour leur présence au sein des commissions locales pendant les révisions des listes électorales, pour "plus de transparence dans le traitement du fichier électoral".

Aujourd'hui, en adoptant cette attitude, l'UN semble se contredire dans ses démarches pour le moins contradictoires et contribue largement, dans ce jeu dangereux, à compromettre sa crédibilité ou chance pour la suite des événements.

Surtout si elle venait à présenter un candidat en 2016, car sa démarche participe à décourager plus d'un sympathisant ayant requis l'âge d'aller s'inscrire sur la liste électorale, ne serait-ce que pour capitaliser son électorat. Même si par ailleurs, certains de ses responsables appellent les militants à s'inscrire...

Un comportement pour le moins incongru. Qui risque, à la longue, de lui réserver un effet boomerang. A moins de se prêter, comme d'aucuns le susurrent, à un jeu fait de compromissions. Et si tel est le cas : "Admirons les grands maîtres, ne les imitons pas". Pour reprendre Victor Hugo.

Par Christian G. KOUIGA

Coopération Gabon-OIF Une mission de l'OIF hôte d'Issoze Ngondet

EN séjour de soixante-douze heures dans notre pays, des experts de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), dont la délégation est conduite par l'ancien ministre mauritanien des Affaires étrangères, Ahmedou Ould-Abdallah, étaient reçus, hier, par le ministre d'Etat, en charge des Affaires étrangères, de la Francophonie et de l'Intégration régionale, Emmanuel Issoze Ngondet. Une rencontre qui s'inscrit dans une série qui concerne plusieurs autres personnalités dont les acteurs politiques et les représentants de la société civile. Nous y reviendrons.

Nos tarifs à partir de Libreville

Destination	Classe économique	Classe affaire
Libreville - Kigali	289,700 CFA	675,700 CFA
Libreville - Nairobi	289,900 CFA	742,750 CFA
Libreville - Bujumbura	290,000 CFA	710,350 CFA
Libreville - Entebbe	290,200 CFA	692,750 CFA
Libreville - Dar Es Salaam	289,900 CFA	703,450 CFA
Libreville - Dubaï	289,900 CFA	926,950 CFA
Libreville - Johannesburg	232,500 CFA	883,150 CFA
Libreville - Lusaka	232,500 CFA	905,050 CFA
Libreville - Douala	149,200 CFA	264,000 CFA

Tarifs aller - retour.

Contact:

LIBREVILLE

En face de BICIG centre ville
Immeuble Ex-Air Afrique, 1er étage | BP 734 Libreville
(+241) 01740 511/2 | (+241) 077 97157
sales.libreville@rwandair.com

Les conditions et modalités s'appliquent.

